

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Orléans, le 17/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT20250255
Code AIOT : 0010002251

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2025 dans l'établissement AXEREAL implanté Bel Air 36250 Saint-Maur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Bel Air 36250 Saint-Maur
- Code AIOT : 0010002251
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société AXEREAL exploite des installations de stockage de céréales et d'engrais solides, sous

couvert de l'arrêté préfectoral n° 2009-11-0104 en date du 13 novembre 2009, qui a repris et actualisé les prescriptions contenues dans les précédents arrêtés préfectoraux.

La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 9 janvier 2018.

Les activités classées, au titre de la nomenclature des installations classées, sont :

- stockage d'engrais solides (rubrique n° 4702, régime à autorisation) ;
- stockage de céréales (rubrique n° 2160, régime déclaratif).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
6	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	2 mois
8	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	2 mois
9	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Demande d'action corrective	2 mois
12	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
14	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
7	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Réalisation d'exercices POI	Arrêté Ministériel du 27/09/2020, article R.515-100	Sans objet
11	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
13	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont [...] reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>[...]</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent</p>
<p>Constats :</p> <p>Plusieurs plans des installations sont présents dans le POI de l'établissement (version d'avril 2025 consultée). Ceux-ci font respectivement apparaître : les vannes de coupures électriques ou gaz, les différentes zones de stockage du site (phytosanitaires, engrais et céréales), les moyens d'extinction incendie...</p> <p>Par ailleurs l'exploitant présente le DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) du site dans lequel figurent des schémas mettant en évidence les zones ATEX du site. Ces plans et schémas ne permettent pas de situer explicitement les zones de danger du site et ainsi de s'assurer de l'exhaustivité de leur recensement.</p>

<p>Constat : toutes les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles ne sont pas explicitement reportées sur un plan.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
<p>Constats :</p> <p>En amont de l'inspection l'exploitant à fourni la fiche FS010 qui encadre tous les travaux sur site. Cette fiche fait office de consigne et recense sous la responsabilité du signataire (responsable du site), les travaux, les risques, les mesures de protection (dont permis feu) à mettre en œuvre.</p> <p>Par ailleurs des consignes plus spécifiques sont affichées en entrée du site et des différents locaux inspectés lors de la visite. Ces consignes ne mettent cependant pas en évidence l'obligation d'un permis d'intervention.</p> <p>Constat : l'obligation d'un permis d'intervention n'est pas affiché sur le site et n'est pas formalisée dans une consigne d'exploitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate que l'interdiction d'apporter du feu (et interdiction de fumer) est affichée aux entrées du site sur un panneau récapitulant les consignes de sécurité sur le site (port d'EPI, interdictions, définition de la circulation), ainsi qu'en entrée de chacun des bâtiments regardés par l'inspection lors de sa visite (séchoir, stockage engrais, stockage phytosanitaires). L'inspection note que l'affichage datant de différentes époques, la typographie et/ou pictographie n'est pas homogène sur le site. Cela interroge également sur leur applicabilité actuelle. L'exploitant précise cependant que tous les affichages présents restent d'actualité. Constat : pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

Lors de travaux par points chauds, un permis feu est systématiquement rempli. L'exploitant présente la trame du document ainsi que les derniers permis remplis:

- 01-03-2025 / entreprise MCS / travaux à la disqueuse aux 5eme et 6eme étages du silo béton;
- 04-04-2025 / entreprise Benoiton / travaux de découpe et soudure à l'extérieur du bâtiment G.

L'inspection note par ailleurs qu'un plan de prévention est établi annuellement pour toute entreprise intervenant sur le site. En parcourant le plan de prévention de l'entreprise Benoiton (signé en janvier 2025) l'inspection constate par ailleurs qu'en cas d'intervention, non définie dans le plan de prévention établi annuellement, un plan spécifique est établi.

Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention

Prescription contrôlée :

Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :
[...]

4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

[...]

Constats :

L'installation est soumise à POI, l'exploitant établit donc des plans de prévention annuellement pour toute entreprise intervenant sur le site. L'inspection a pu constater l'existence de plans de prévention pour les entreprises MCS et Benoiton concernées par les derniers permis feu établis.

Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

[...] un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- [...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

L'analyse de la trame du permis feu fourni par l'exploitant met notamment en évidence que celui-ci:

- détaille les travaux et phases d'activités dangereuses ;
- liste les moyens de prévention spécifiques mis en place.

L'inspection note cependant que l'adéquation des matériels utilisés avec les risques considérés n'est pas justifiée. Par ailleurs cette procédure ne permet pas à l'exploitant de s'assurer que le matériel est adapté (état, entretien...) aux zones de risque où ils sont amenés à intervenir.

L'exploitant précise que dans la pratique une vérification est faite, mais non formalisée. Par ailleurs l'exploitant précise que lors de travaux, il arrête toute activité dans la zone considérée (notamment zone ATEX).

La trame de plan de prévention fournie par l'exploitant vise à décrire :

- la nature des risques rencontrés sur le site (paragraphe 4) ;
- la nature des interventions (paragraphe 3) ;
- les matériels mis en œuvre (paragraphe 6.5). L'inspection note que la description du matériel ne concerne que le matériel fourni par l'exploitant et non celui mis en œuvre par le prestataire.

Constat : l'adéquation des matériels utilisés avec les risques considérés n'est pas justifiée et tracée dans les permis feu ou le plan de prévention. Par ailleurs, le matériel mis en œuvre par l'entreprise intervenante n'est pas listé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...]</p> <p>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de prévention signé en janvier 2025 avec la SARL BENOITON précise que le recours à la sous traitance est par défaut interdite, un recours est possible sous réserve de la réalisation d'un plan de prévention spécifique.</p> <p>L'exploitant précise que le permis feu est signé avec l'intervenant sur le site, ainsi si une entreprise extérieure fait intervenir un sous traitant sans en avertir l'exploitant, celui-ci pourra le détecter lors de la signature du permis feu.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a interrogé l'exploitant sur la formation aux risques des entreprises intervenant sur site.</p> <p>L'exploitant précise que la formation est réalisée sur la base du permis feu et de</p>

<p>l'accompagnement par les agents du site. Par ailleurs une formation en ligne est en cours de déploiement. Néanmoins la nécessité de valider cette formation n'est pas formalisée.</p> <p>Constat : la réalisation de la formation des intervenants extérieurs aux risques de l'établissement n'est pas formalisée dans les documents traçant l'intervention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Surveillance fin de travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le modèle de permis feu permet de tracer les rondes de surveillance réalisées par l'exploitant en cours et en fin de chantier.</p> <p>La ronde de fin de chantier est réalisée 2h minimum après la fin de l'intervention.</p> <p>Cependant à la lecture des derniers permis feu délivrés (10/03/2025 - MCS et 4/04/2025 - SARL BENOITON) et au regard des explications de l'exploitant qui assure la surveillance de chantier, l'inspection note que seule la ronde de fin de chantier est tracée sur le document.</p> <p>Constat : Au-delà de la surveillance de fin de chantier le permis feu demande la réalisation de rondes lors du chantier, cependant celles-ci ne sont pas tracées par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Réalisation d'exercices POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/09/2020, article R.515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a été contactée lors des derniers exercices POI suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 29/01/2025 (départ de feu ensacheur) • 28-02-2025 (départ de feu manutention bâtiment H) • 26-03-2025 (décomposition thermique AMMO33,5) • 25-04-2025 (feu bâtiment B stockage fuel avec risque pollution) <p>L'exploitant ajoute qu'il a réalisé un exercice le 16-05-2025 afin de tester la télésurveillance en heure non ouvrée (déclenchement à 22h15). Il précise que la consigne en interne est de réaliser un exercice POI chaque mois.</p> <p>L'exploitant précise également qu'il a pris contact avec le SDIS pour réaliser un exercice en sa présence, au cours du 4eme trimestre 2025.</p> <p>L'exploitant précise par ailleurs qu'à chaque exercice il réalise un retour d'expérience à chaud ("paper board" dont les informations sont enregistrées sur le réseau informatique de l'entreprise). Ces informations sont ensuite exploitées mensuellement lors des réunions consacrées aux sites SEVESO du groupe, puis annuellement lors de la revue du SGS.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté sur la périodicité de réalisation d'exercices POI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
Constats :

La notice de réexamen de l'étude de danger produite en 2024 (paragraphe 5.4.7) liste les produits susceptibles d'être émis lors de la décomposition thermique des engrais, lors d'un incendie du séchoir ou lors d'un incendie au bâtiment H.

Les produits sont classés suivant leur classe d'émission et sont représentatifs des activités du site.

Le POI (version avril 2025) intègre la liste des produits de décomposition au travers du rapport 2301886N0000001 du 31/05/2023 réalisé par SOCOTEC ENVIRONNEMENT.

Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

[...] Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

[...]

Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

La stratégie de premiers prélèvements environnementaux de l'établissement s'appuie sur le rapport 2301886N0000001 du 31/05/2023 réalisé par SOCOTEC ENVIRONNEMENT. Le POI référence ce rapport. Le rapport conclut dans le besoin de prélèvement des produits de décomposition des engrais des bâtiments G et F. Les substances recherchées sont NO₂, SO₂, HCl, HF, HAP, COV, PCDD/DF, NH₃.

Dans la notice de réexamen de l'étude de dangers fournie en 2024, les produits émis mis en évidence sont plus nombreux (l'inspection note notamment le CO, Formaldéhydes, HBr, suies, PCB) et concernent aussi l'incendie du séchoir et du bâtiment H.

Par ailleurs l'inspection s'étonne qu'il n'est fait nul part mention des toitures amiantées du site, des câbles électriques, des emballages et contenants présents sur le site.

Au global l'inspection constate qu'aucune justification des produits recherchés et du milieu de recherche n'est présent dans les documents.

Constat : le rapport de stratégie de premiers prélèvements environnementaux ne justifie pas du choix des substances et des matrices dans lesquelles les rechercher.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : Le POI (version avril 2025) précise, en pages 22 à 24, l'ensemble des dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. La réalisation des prélèvements étant sous traitée à l'entreprise SOCOTEC, c'est le rapport 2301886N0000001 du 31/05/2023 réalisé par SOCOTEC ENVIRONNEMENT qui détaille (page 15 notamment) les équipements à mobiliser pour la réalisation des mesures. Le POI renvoie à ce rapport. Le POI dispose des informations afin de mettre en oeuvre les premiers prélèvements environnementaux. Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <p>[...] Le plan d'opération interne précise :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un contrat avec la société SOCOTEC pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux.</p> <p>Le POI renvoie à ce contrat dont les aspects techniques sont portés par le rapport2301886N0000001 du 31/05/2023 réalisé par SOCOTEC ENVIRONNEMENT.</p> <p>Le rapport ne fait pas état de la formation du personnel et de la compétence de l'organisme pour réaliser les mesures. Par ailleurs il met en évidence que le personnel de l'exploitant pourrait être mobilisé à la demande du bureau d'étude. L'exploitant précise que cette mobilisation se limitera à de l'appui logistique, ne nécessitant pas de formation particulière.</p> <p>L'inspection note par ailleurs que les premiers prélèvements sur la matrice sol sont à réaliser dans un délais de 30 jours. L'exploitant précise que c'est un délai maximum, le délai réel pourra être bien plus court, et sera défini le cas échéant en concertation entre l'exploitant, le bureau d'étude et les services de l'Etat.</p> <p>Constat : la compétence et formation des personnels du bureau d'étude en charge de la réalisation des premiers prélèvements environnementaux n'est pas justifiée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois